

ports du revenu par habitant et des niveaux d'urbanisation et d'alphabétisation ainsi que sous les rapports moins quantifiables du degré de sécularisation et de la force des syndicats et d'autres groupes intermédiaires. Or c'est ce pays qui a trouvé le plus difficile le problème de la participation politique en régime militaire. Les forces armées ont parfois désiré se retirer de la scène politique et, encore plus souvent, d'autres secteurs ont souhaité leur retrait définitif. Le dilemme argentin a consisté en ce que l'armée argentine n'a jamais été vraiment dirigée par le pouvoir civil tandis que le niveau de développement politique et économique était pourtant trop élevé pour une forme de démilitarisation comme celle réalisée avec succès par Kemal Ataturk lorsque la classe ouvrière urbaine et la paysannerie turques n'étaient pas encore actives politiquement.

Les facteurs inhérents à l'institution militaire sont nombreux. Ils concernent principalement l'autoperception de l'institution, ses traditions et son histoire récente ainsi que la formation, la socialisation et les antécédents sociaux de la classe des officiers: se combinant aux facteurs extérieurs, ces divers facteurs contribuent à former la perspective mentale des officiers, leur conception du monde qui les fera pencher en faveur d'un mode de participation politique plutôt qu'un autre.

Certains de ces facteurs, telle l'autoperception de l'institution (par exemple, ses niveaux d'identité, de cohésion et d'organisation, qui tendent à dépasser ceux de tout autre secteur de la société) se rattachent plutôt au motif de la prise du pouvoir par les militaires qu'à leur façon de gouverner. Ils ne les expliquent toutefois pas complètement, et on ne saurait le voir plus clairement qu'en examinant comment l'histoire récente des militaires au Pérou et au Portugal a changé leur autoperception.

En 1968, le premier ministre des affaires étrangères du gouvernement militaire péruvien, le général Mercado Jarrin, a déclaré qu'il était devenu un radical après son tour de service parmi les paysans appauvris de l'*altiplano*. Nombre de ses collègues ont semblé être influencés dans le même sens. Comme leurs homologues péruviens, les militaires portugais ont fait la guérilla et fini par être tellement gagnés par les opinions de leurs adversaires qu'ils ont décidé eux aussi que leur pays avait besoin de profondes réformes, mais non pas dans la tradition dictatoriale dépassée. Aux yeux de nombreux officiers, cette réaction semble s'être produite pour prévenir, ou du moins retarder, une révolution sociale radicale issue de la base, mais de nombreux éléments dirigeants, particu-

lièrement au Portugal à l'heure actuelle, ont adopté avec enthousiasme la maxime du Président du Mozambique, Samora Machell, «Un soldat qui ne fait pas de politique est un assassin».

On a apporté plus d'efforts que de lumières dans une étude des origines sociales des officiers et de la façon dont ces dernières influent sur leurs attitudes. Tout comme dans d'autres domaines de l'étude des militaires, il est presque impossible de rassembler suffisamment de données. Néanmoins, le cas péruvien paraît venir appuyer l'argument selon lequel les officiers d'origine rurale et modeste semblent être mieux préparés à lutter contre l'oligarchie et à instaurer un régime orienté vers l'aide aux classes défavorisées.

L'ascendance des officiers est, dans certains cas, tout aussi importante. L'intervention de colonels et de capitaines, plutôt que de généraux, si les premiers peuvent conserver le pouvoir, tend à être plus radicale: l'Argentine en 1943 et plus récemment le Portugal (peut-être la Libye, l'Éthiopie et l'Égypte de Nasser) en sont des exemples.

Nul doute que de toutes les influences, la formation est l'une des plus déterminantes. «La guerre, a affirmé Bouthoul, dispense de la nécessité de réaliser des compromis laborieux, d'équilibrer les intérêts divergents.» De nombreux officiers agissent encore de façon à montrer qu'ils ont été formés dans ce sens, mais le rôle changeant des militaires, surtout en Amérique latine, a donné lieu à un «nouveau professionnalisme» dans lequel on considère que sécurité équivaut à développement.

La façon dont celui-ci se réalisera, et notamment le rôle que le peuple sera appelé à jouer, peuvent dépendre dans une très large mesure de la nature de la formation. Le centre des hautes études militaires du Pérou (CAEM) a lui-même été fortement influencé par les intellectuels progressistes latino-américains à la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine, à Santiago au Chili. Dans cette perspective, le CAEM, dans un document publié cinq ans avant la prise du pouvoir par les militaires en 1968, a déclaré:

Tant que le Pérou ne disposera pas de partis politiques bien organisés et dotés de programmes, le pays continuera d'être ingouvernable... La triste et désespérante vérité est qu'au Pérou, les vrais pouvoirs ne sont pas l'exécutif, le législatif, le judiciaire ou l'électorat, mais les latifundistes, les exportateurs, les banquiers et les investisseurs américains (des États-Unis).

Par ailleurs, les centres d'entraînement militaire brésiliens ont été davantage influ-